

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE NATIONALE

PRÉSIDENCE

Seul le prononcé fait foi

**Discours de Bernard Accoyer
Président de l'Assemblée nationale**

**Ouverture du colloque sur « Les Etats de la France »
Mardi 6 décembre 2011 – 9 h 00
Assemblée nationale – Salle Victor Hugo**

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Doyen,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Secrétaires généraux,
Mesdames, Messieurs les Directeurs,
Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est un honneur, et un réel plaisir, de vous accueillir à l'Assemblée nationale pour cette réunion désormais traditionnelle des dirigeants et décideurs sur les conjonctures. Cette 6^{ème} édition permettra de confronter les analyses d'éminents intervenants, parfois venus de très loin, sur la situation économique de la France. La diversité de leurs trajectoires intellectuelles et de leurs horizons contribuera à enrichir le débat sur des enjeux cruciaux pour l'avenir. Je les en remercie.

Cette salle où nous nous réunissons a été dédiée à Victor HUGO, grand écrivain français comme vous le savez, mais aussi ancien député et maire.

Je veux remercier tout particulièrement l'INSEAD, ainsi que Denis ZERVUDAKI, fondateur des *Etats de la France*, grâce auxquels nous sommes réunis aujourd'hui.

Cette réflexion commune que vous suscitez au cœur même de la crise est d'autant plus pertinente et bienvenue que ce sont la cohérence, l'unité et la capacité d'agir ensemble qui font la force de notre économie.

Cette année, face aux bouleversements qui affectent les équilibres économiques et financiers du monde, vous avez souhaité voir loin et focaliser vos travaux sur la France de 2012 et de 2017.

*
* *

La crise qui secoue le monde est sans précédent depuis la grande dépression des années 1930. Souvent analysée comme la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, cette crise a ouvert un vaste champ d'interrogations sur la place même du système financier dans le fonctionnement de l'économie.

Quelles leçons devons-nous tirer des mutations contemporaines pour envisager la France, aux niveaux national et communautaire, dans les cinq prochaines années ?

Quelles politiques devons-nous privilégier pour que la France demeure un grand pays, une puissance économique qui compte, et une nation à l'influence internationale incontournable ?

L'Etude réalisée par l'INSEAD pour 2011, identifie de nombreuses pistes parmi lesquelles le retour à l'équilibre des finances publiques, au cœur de l'actualité européenne et du prochain sommet, objectif qui en même temps ne doit pas nous empêcher de soutenir l'innovation ainsi que les politiques de croissance, et de promouvoir une coopération internationale et européenne renforcées.

Comme la plupart des pays, la France a été ébranlée par la crise de 2008 et le ralentissement de l'économie mondiale.

Nous savons qu'un Etat endetté, c'est un Etat dépendant de la confiance de ses créanciers. Un Etat endetté, c'est un Etat affaibli, un Etat vulnérable, dont la souveraineté devient très largement virtuelle. Les pays industrialisés doivent en tirer aujourd'hui les conséquences.

Avec une dette avoisinant aujourd'hui les 1 700 milliards d'euros et un déficit annuel de l'ordre de 80 milliards d'euros, la France doit chaque année, mobiliser un programme d'emprunt de près de 200 milliards d'euros pour couvrir le besoin de financement de l'Etat.

Ce sont donc en moyenne, chaque jour ouvré, 1 milliard d'euros que la France doit émettre sur les marchés financiers.

Je garde, pour ma part, toujours en mémoire que le montant de notre endettement correspond au prix de la construction d'une autoroute de la Terre à la lune, ou à 1 000 ans du budget du Conseil général de la Haute-Savoie !

Au-delà de ces enjeux budgétaires, nous devons nous assigner comme priorité absolue de renforcer la compétitivité de l'économie française. Je partage la déclaration du Président de la République : « l'industrie doit être notre obsession quotidienne », « nous ne pouvons pas nous passer d'une politique industrielle forte ».

C'est pourquoi, j'ai voulu approfondir la réflexion sur cette question cruciale pour l'avenir, en créant et présidant, avec Jérôme Cahuzac et Pierre Méhaignerie comme rapporteurs, une **mission d'information sur la compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale**. Son objectif était de dégager une analyse partagée et de fournir une contribution éclairée sur la politique industrielle de notre pays et sa compétitivité. Le rapport de la mission illustre que la France a certes quelques points faibles. Notre compétitivité hors prix, l'insuffisance des efforts de la recherche privée, le nombre trop peu élevé de nos entreprises de taille moyenne exportatrices et leur accès trop limité au crédit bancaire, ou encore le coût du travail en sont quelques exemples. Ces faiblesses ne sauraient toutefois occulter les atouts indéniables de notre pays, qui sont autant d'avantages comparatifs. En premier lieu, une démographie florissante et des professionnels très qualifiés, des entrepreneurs innovants et des scientifiques de très grande valeur. A ces forces vives s'ajoutent des grands groupes détenant des positions dominantes dans des secteurs stratégiques, une tradition excellence industrielle, un taux d'épargne des ménages élevé. Enfin, des universités désormais autonomes et des synergies stimulées par des pôles de compétitivité dessinent le nouveau visage d'une économie tournée vers l'avenir, une économie qui préserve ses capacités d'innovation. Tout ceci, le sondage de l'INSEAD l'illustre parfaitement.

*
* *

Mais la pleine valorisation des atouts de l'économie française n'a de sens que si l'on raisonne à l'échelle européenne. **C'est là notre deuxième défi : la crise de l'euro et l'avenir de l'Union européenne.** La crise des dettes souveraines nous a conduits à mettre en place des instruments novateurs. Ces efforts doivent être poursuivis, sur la base de notre relation avec l'Allemagne, afin que l'Europe sorte renforcée de la tourmente.

« L'Union européenne qui inquiète, si elle se met d'accord, pourrait devenir l'Union européenne qui protège » : l'intervention de Nicolas Sarkozy à Toulon, le 1^{er} décembre dernier, a précisément souligné l'importance de doter l'Union européenne d'une gouvernance renouvelée et renforcée.

C'est la raison pour laquelle, j'ai créé dès septembre dernier, avec Norbert LAMMERT, président du Bundestag, un groupe de travail franco-allemand sur le renforcement de la zone euro. Avec, côté français, des parlementaires comme Gilles CARREZ, Pierre LEQUILLER, Olivier CARRÉ, Yves BUR, Christophe CARESCHE, Charles de COURSON ou Jean-Pierre BRARD, nous avons engagé une réflexion, avec nos collègues allemands, sur une meilleure prévention des dérives budgétaires et financières, ainsi que sur des sanctions, en cas de dérapage, plus crédibles. Une autre piste de réflexion apparaît prioritaire : une plus grande convergence au sein de la zone euro en matière fiscale et de coût du travail.

Cette gouvernance renforcée conduira, je l'espère, à un nouveau traité à vingt-sept - ou si besoin à dix-sept - dès mars prochain. C'est tout le sens de la création de l'euro qu'il nous faut aujourd'hui retrouver.

J'ai noté dans votre sondage, que la confiance des anciens élèves de l'INSEAD dans la classe politique française était assez modérée. J'espère que les solutions qui seront trouvées au niveau européen dans les prochaines semaines sauront démontrer que cette méfiance est un peu excessive et que l'on peut encore faire confiance à nos dirigeants pour trouver, dans le respect mutuel et le souci du consensus, les solutions de responsabilité qui s'imposent dans cette période tourmentée.

Mesdames, Messieurs,

Ces enjeux cruciaux, à la fois économiques, politiques, sociaux et internationaux, sont au cœur de votre programme de travail aujourd'hui. Ils sont à présent soumis à votre regard et à votre expertise.

Je vous souhaite, à tous, de fructueux travaux.

Je vous remercie.